

22-29  
MARS

## Élections départementales

## Après vingt ans de présidence,

Alors qu'il se destine à quitter son mandat de président du conseil général, Éric Doligé évoque le passé et le devenir du département, à deux semaines du scrutin.

## ENTRETIEN

Philippe Ramond

philippe.ramond@centrefrance.com

■ **Comment êtes-vous entré en politique et pourquoi avoir rallié le RPR ?** Par hasard. Un copain, jeune médecin à Meung-sur-Loire, m'a incité en 1977 à me lancer dans les municipales pour « virer les socialistes et les communistes en place ». J'ai fait cela comme un amusement, un challenge, une blague de potache. On a gagné à la surprise générale ! [...] Et pour avoir fait une école de commerce, je me suis retrouvé adjoint aux finances [...] Je n'appartenais pas à un parti politique. En 1984, les conseillers généraux Plisson, Paré sont venus me chercher pour adhérer au RPR. C'était ma sensibilité, j'étais gaulliste, puis je me suis présenté au conseil général.

« On a une société tellement figée »

■ **À l'heure de la loi Macron, le monde de l'entreprise vous a servi dans la vie politique.** Oui, j'ai vraiment une analyse et une approche très différentes de la majorité de mes collègues élus. J'ai toujours eu une vision très économique de la gestion de ma commune, du département. Et au



FUTUR. Éric Doligé se consacrera bientôt essentiellement à ses fonctions de sénateur. PHOTO É. MALOT

niveau du Parlement, je fais partie des rares issus de l'entreprise. Avec, donc, une vision plus libérale que ceux qui sont dans l'optique d'une économie dirigée, surveillée, avec les contrôles, les normes, etc. Ce qui fait que je suis plutôt en réaction avec ce qui est décidé au niveau national, que ce soit par la droite ou la gauche [...] En son temps, Raymond Barre m'agaçait. Des gens qui n'avaient comme vision que de contraindre l'entreprise. Il y avait le contrôle des prix, etc. Quarante après, je rame toujours. Même si

on commence à prendre un peu la mesure de l'entreprise dans la société...

■ **Les faits marquants de ces vingt ans ?** Il y a tant à dire. Je ne veux pas parler d'une réalisation en particulier. Ce qui m'a le plus accompagné : les relations humaines nouées. L'avantage du milieu politique est de vous faire voyager dans toutes les strates de la société, de la personne la plus simple au « sommet de la pyramide ». Pour le reste, j'ai fait le boulot.

■ **Le meilleur souvenir ?** J'ai du mal à regarder en arrière. Un moment agréa-

ble, un instant de partage. On peut évoquer l'inauguration de l'A19 où chacun était satisfait d'avoir réussi une certaine prouesse en matière de délais, d'avoir tenu ses engagements. C'est un bon souvenir.

■ **Et le plus mauvais ?** Je ne suis pas un homme de souvenirs. Je les oublie. Ça ne me fait pas vibrer a posteriori, les bons et les mauvais souvenirs...

■ **Un regret ?** On a une société tellement figée que les dossiers mettent de plus en plus de temps à être réalisés. Notre société a les pieds coulés dans du

béton et a du mal à avancer. Ce qui explique que par rapport à certains voisins - l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, même l'Espagne redémarrent -, on est toujours en retard. Coincés dans nos textes, nos circulaires. Et je ne vois pas de progrès. On met de plus en plus de systèmes qui freinent l'initiative, l'innovation... Vous prévoyez de réaliser une zone d'activités en deux ans, il faut deux fois plus de temps. Les prix augmentent de manière exponentielle. C'est un cercle vicieux.

■ **L'avenir des départements ?** Ma position a toujours été, depuis six ou sept ans : deux fois moins de régions, de départements, de régions, de ministres, de parlementaires, etc. On y vient. Je l'ai redit à Nicolas Sarkozy dernièrement [...] A terme, on aura moins de départements. Ceux-ci se rapprocheront, comme c'était prévu avec le conseiller territorial, des régions. Le Loiret est appelé à fusionner, aura une taille supérieure d'ici 2020. Un bel avenir, mais différent. Il va davantage suppléer la région qui sera plus éloignée des territoires. Je ne suis pas inquiet. Mais, il va y avoir une période de flottement qui ne sera pas facile, avec des compétences difficiles à mettre en place.

■ **Et la mise en place de la parité ?** Là aussi une période naturelle de flottement, qui n'est pas liée à la féminisation. Cela bouleverse des équilibres de compétences et de savoirs. On renouvelle aux deux tiers des collectivités com-

me la nôtre, avec des compétences qui partent et de nouvelles qui ne sont pas encore formées. Mais le politique n'a pas la science infuse ! Imaginez, dans n'importe quel métier, que deux tiers des compétences acquises sont remplacées, du jour au lendemain, par deux tiers qui n'ont pas la formation. Le rodage va être difficile. Et l'administration risque de reprendre le pas.

■ **Quel est l'adversaire de l'UMP à l'heure où les sondages prédisent une arrivée en tête du FN au 1<sup>er</sup> tour des départementales ?** Pour moi, l'adversaire aujourd'hui, c'est celui qui est au pouvoir. C'est celui qui a la capacité d'agir, les moyens législatifs pour maîtriser, normalement, l'évolution de notre société. La responsabilité de ce qui va mal revient à celui qui gouverne. Aujourd'hui, c'est le Parti socialiste qui met notre économie en danger, qui prend les mauvaises décisions. D'ailleurs, qui est responsable de la montée du FN ? Ce n'est pas le FN, c'est la faiblesse du monde politique. De celui qui gouverne et de celui qui est en capacité de gouverner à sa place. À chaque fois que le FN a repris du poil de la bête, ce fut sous un gouvernement de gauche. Demain, compterons-nous 50 à 100 élus FN, sur 4.000 conseillers généraux ?

■ **Et dans le Loiret ?** En théorie, il ne peut pas y en avoir. S'il y en a, ce sera la faute de la droite et de la gauche qui n'auront pas su s'entendre sur le plan des candidatures. ■

## Une personnalité en trois volets

De par sa longévité politique et les différentes fonctions qu'il a occupées, Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, est sans doute l'homme politique qui connaît le mieux Éric Doligé.

Le parlementaire socialiste dépeint Éric Doligé en trois aspects distincts. D'abord, un « adversaire politique déterminé, qui ne fait pas de concessions. Éric Doligé est un homme de droite et ne s'en cache pas. Il est capable de beaucoup d'humour comme de paroles au vitriol. Il sait forcer le trait pour défendre ses convictions, ne reculant pas devant les formules, les caricatures ». Jean-Pierre Sueur argumente : « Sa dernière carte de vœux était un vrai manifeste politique » et parle d'une conception politi-



PARTI SOCIALISTE. Jean-Pierre Sueur (à gauche) voit en Éric Doligé « un adversaire politique déterminé ».

que particulière. « Il arrive qu'il mette en cause son propre parti, considérant que l'UMP ou Nicolas Sarkozy ne vont pas assez loin. Un discours assez radical. Il aurait voulu davantage pour toute une série de réformes, comme la simplification des normes. Il aurait aimé que le

gouvernement divise tout par deux. Deux fois moins de ministres, de parlementaires, de régions. Sur ce dernier point on y est presque, grâce à la gauche », sourit le socialiste.

## « Union sacrée »

Le deuxième volet a trait aux relations personnelles.

« Au Sénat, il arrive assez souvent que nous soyons dans un débat plutôt vif. Ce qui n'empêche pas que nos relations personnelles soient courtoises (...) Certains peuvent critiquer cela, mais la politique n'est pas la guerre, c'est le débat d'idées ».

Enfin, le sénateur socialiste n'hésite pas à parler « d'union sacrée » quand il s'agit de défendre des projets sur le Loiret. « C'est une tradition que l'on doit à son prédécesseur, Kléber Malécot (...) Il est arrivé très souvent que l'on fasse des démarches communes. Pour des dossiers économiques, pour défendre le projet ferroviaire Paris-Orléans-Clermont-Lyon, etc. Cela me paraît une vertu qu'il faudra cultiver avec son successeur... » ■

## « J'ai découvert le Loiret par hasard »

« J'ai découvert le Loiret par hasard, en faisant mon service militaire à l'EAT de Montargis », s'amuse Éric Doligé.

Son père, à la tête de la société Esmery Caron (location de sacs et bâches) y comptait néanmoins une succursale. Il racheta ensuite l'entreprise Plisson, implanté à Meung-sur-Loire, Beaugency et Saint-Ouen, dont Éric Doligé, diplômé de l'EDHEC, prit les rênes.

Né le 26 mai 1943 à Paris (7<sup>e</sup> arrondissement), Éric Doligé accède au siège de maire, à Meung, l'année de ses quarante ans (1983-2001). Il sera aussi député du Loiret (1988-2001), élu au conseil général en mars 1985, en devient le président en avril 1994. Depuis 2001, il est séna-

teur du Loiret.

Autant de fonctions cumulées avec celles de président de l'association des maires du Loiret (1995-2001) ; de l'établissement public de l'aménagement de la Loire et de ses affluents (1999-2005) ; du Centre européen des risques d'inondation (2006-2012) ; de l'association Atlantique-Rhin-Rhône (2006-2011) ; de la conférence nationale des services d'incendie et de secours ; de l'association de soutien pour l'exercice des responsabilités départementales et locales, l'Aserdel qui regroupe 36 départements (depuis 2011) ; de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne au Sénat (depuis 2014), etc. ■

22-29  
MARS

## Élections départementales

## Éric Doligé tire sa révérence

Les secteurs d'intervention du conseil général sont aussi nombreux que vastes. Inutile, dans ces conditions, d'essayer d'établir un bilan exhaustif des actions entreprises durant vingt ans de présidence d'Éric Doligé.

Voici donc quelques faits, qui pourront être considérés comme marquants. Ils ont émaillé la vie de la collectivité départementale qui, rappelons-le, se destine à connaître une révolution dans son fonctionnement.

## ■ Le personnel « mal...mené » ?

**INTERNE** ■ Les services administratifs ont connu divers conflits. Fait le plus marquant : Thierry-Yves Lidolff, directeur général des services d'octobre 1995 à février 2012, a été mis en examen, par un juge d'instruction, pour harcèlement moral contre un directeur général adjoint. Un différend opposait M. Lidolff à deux autres directeurs généraux adjoints. La procédure se poursuit ; les frais de procédure qui y sont liés sont payés par le conseil général, sur une décision de la commission permanente de mars 2013. Le département du Loiret compte plus de 2.500 agents.



## 39 collèges soignés en quinze ans



**EFFORT.** En quinze ans, 39 collèges ont été construits, reconstruits ou restructurés, pour une enveloppe de 500 millions d'euros. L'une des fiertés d'Éric Doligé qui considère que le Loiret est le département français à déployer le plus d'efforts en la matière. Si la restauration scolaire fut au centre d'une polémique, notamment au nouveau collège de Loury, il assure que « l'aspect nutritionnel et gustatif des repas est constamment amélioré, pour un prix à 3,30 euros ».

## Zone d'activités Synergie-Val de Loire



**RÉUSSITE.** Quand on interroge Éric Doligé quant à l'empreinte qu'il souhaite laisser à l'échelle du Loiret, une réalisation lui vient spontanément à l'esprit : la zone d'activités Synergie-Val de Loire, implantée sur 250 hectares des communes de Meung-sur-Loire, Baule et Beaugency.

« C'est une superbe réussite. Elle réunit de belles entreprises et assure 2.000 emplois. À mes yeux, ceci est plus important qu'avoir son nom sur un pont ou un quelconque édifice », ajoute-t-il en souriant.

Le Loiret compte, au total, 134 zones d'activités qui représentent 30 % de ces espaces réservés aux entreprises à l'échelle de la région Centre-Val de Loire.

## ■ Un réseau routier au « top »



**TRANSPORTS** ■ Au plan des routes, le Loiret est exemplaire. « C'est la première fois en France qu'un département, et non l'État, s'occupait de l'aménagement foncier pour une autoroute. Il nous a fallu gérer 18.000 dossiers concernant les parcelles pour la réalisation de l'A19 », souligne Éric Doligé.

Ombre au tableau : une fréquentation jugée décevante. Éric Doligé fait valoir que l'autoroute est arrivée avec la crise. Par ailleurs, un récent bilan (écologique, trafic, accidentologie) établi par un organisme présidé par le préfet « est extrêmement positif dans tous les domaines ». En termes d'accidentologie, l'avènement de l'A19 et les efforts pour les aménagements de la N60 lui apparaissent probants.

Côté fréquentation, le trafic est inférieur aux prévisions pour les poids lourds sur cinq ans, « mais supérieur pour les voitures », assure Éric Doligé. Et il évoque « depuis un an, une hausse du trafic des poids lourds de quelques % alors qu'une baisse est enregistrée au plan national ». Autre reproche souvent exprimé par les usagers : le prix élevé de l'A 19.

## ■ « L'instinct meurtrier »

**EXCESSIF ?** ■ Aux journées parlementaires de l'UMP, mardi 24 septembre 2013 à Paris, Éric Doligé avait dégainé des propos chocs : « J'ai un instinct meurtrier [...] Je ne supporte plus Hollande et sa bande ». En écho, Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, avait proposé de « fournir les kalachnikovs ».

Les événements de *Charlie Hebdo* n'étaient pas passés par là... Certains adversaires politiques reprochent à Éric Doligé d'être dans la caricature. Sans renier son propos, Éric Doligé considère aujourd'hui « qu'il vaut mieux être dans la caricature que dans le mielleux et la démagogie permanente. Il faut oser dire ce que l'on pense. Et, parfois, le dire avec des mots forts, pas blessants, mais forts parce qu'on est dans une société sourde et malheureusement un peu endormie par des promesses, des bonnes paroles [...] Quand on vous dit "la courbe du chômage sera inversée", etc. On sait que c'est faux. Quand on aime son pays, moi, cela m'insupporte. De la tromperie permanente des citoyens, cela me révolte. Mes cris du cœur, c'est de la révolte ».

Une carte de vœux 2014 signée Éric Doligé dans la "provoc" ? « Oui, ma carte de vœux, c'est une révolte. On pique 11 milliards aux collectivités, tout le monde est furieux, et finalement, chacun se laisse endormir. Finalement, ces 11 milliards, on va les piquer dans la poche du citoyen. Chômage, souffrance... Le gouvernement s'en fout ».

## Cars scolaires

**NON-GRATUITÉ.** Depuis septembre 2012, les familles doivent verser une contribution financière pour le transport scolaire. « On reviendra à la gratuité totale du transport des collégiens quand la région acceptera de prendre en charge le transport de ses lycéens. Le transport des seuls lycéens nous coûte 7 ou 8 millions d'euros par an [...] Or, la région paie zéro et fait la sourde oreille. Il y a pourtant des régions, comme le Nord, qui participent. Si l'organisation des transports nous revient bien, leur financement n'est pas de notre compétence », rappelle Éric Doligé.

